



UN NOUVEAU FRONT MILITANT CITOYEN

Corinne Gobin, Anne Dufresne, Thierry Müller et Marc Zune

Qui sont les Gilets jaunes belges ? Des citoyens appauvris, laissés pour compte ou en colère, qui refusent les « fatalités institutionnalisées » et luttent contre l'appauvrissement et l'injustice au nom d'une refondation démocratique.

Pour la plupart des Belges, le mouvement des Gilets jaunes belges relèverait du passé et ne se serait exprimé, pour l'essentiel, que de la mi-novembre à la mi-décembre 2018. Ensuite, la chute du gouvernement fédéral, les élections, l'impossibilité de former un nouveau gouvernement auraient peu à peu contribué à éteindre le mouvement, ces facteurs n'aidant effectivement pas un nouveau mouvement politique à se développer quand le principal interlocuteur politique fait défaut... À ces éléments, il faut aussi ajouter une forte répression policière lors des manifestations de novembre et décembre 2018 à Bruxelles¹, doublée

d'une répression judiciaire pour lever les blocages des sites pétroliers, et un large silence médiatique sur les multiples actions menées par les Gilets jaunes belges tout au long des années 2019 et au début de 2020 (avant la crise du covid-19).

Ces faits expliquent comment les Gilets jaunes sont passés d'un mouvement social de quelques milliers de personnes à un front militant de quelques centaines de personnes. Néanmoins, à travers cette mobilisation, de nouveaux militants politiques sont nés, pour rester actifs durablement², tandis que plusieurs milliers de personnes le plus souvent dépolitisées se

1 Voir à ce propos : A. Dufresne, C. Gobin, M. Zune, « Le mouvement social des Gilets Jaunes en Belgique » in I. Gracos, « Grèves et conflictualité sociale en 2018. Mobilisations transversales », *Courrier hebdomadaire*, Crisp, n° 2422-2423, 2019, p. 45-61.

Corinne Gobin est politologue et maître de recherche FNRS-ULB.

Anne Dufresne est chercheuse au Gresea.

Thierry Müller est militant dans l'associatif à Liège et fondateur de l'ex-Riposte.

Marc Zune est professeur de sociologie à l'UCLouvain.

2 Les militants Gilets jaunes belges, très inventifs, s'engagent régulièrement (2019, 2020) dans des actions politiques de type symbolique au niveau local (comme réclamer dans les gares la suppression de la première classe dans les trains) pour susciter des interrogations sur l'état de la démocratie. Ils s'engagent aussi dans les actions des autres par solidarité (soutien aux infirmières en 2019, actions diverses avec des locales d'Extinction-Rebellion).

sont interrogées et se sont collectivement formées à la chose politique en Belgique grâce aux débats qui se poursuivent sur les réseaux sociaux. Pour toute démocrate, cette dynamique de formation et de réflexion démocratique ne peut être qu'une bonne nouvelle.

UN « BASHING » MÉDIATIQUE ÉCŒURANT

Ce mouvement social a cependant subi un tel *bashing* médiatique et un tel mépris de la part de nombreux intellectuels qu'il a, par réaction, engendré l'obligation pour des chercheurs – dont le métier est d'observer et d'expliquer les phénomènes sociaux – de mobiliser leur science afin de casser les clichés mensongers largement diffusés par nombre de médias³.

Prenons cet extrait d'un article du quotidien régional wallon *L'Avenir* du 24 novembre 2018 : « *C'est beau un peuple qui se bat. Les Gilets jaunes (en tout cas une frange) mènent un combat digne devant lequel on ne peut que s'incliner : déprédations, salut nazi, dénonciation à la police de migrants cachés dans des camions, agression de journalistes... C'est intelligent et porteur. Sont tellement malins que quand on leur a expliqué que dans l'essence, il y avait aussi un peu d'huile de palme, ils ont tout de suite proposé que les bagnoles roulent au Nutella pour protéger l'environnement...* » La technique de manipulation utilisée dans cet extrait de presse est classique : mettre l'accent sur des péri-phénomènes – ayant, certes, existé, mais de façon marginale – pour faire abstraction de tout le reste. Dès lors, un « vilain petit arbuste » devient la forêt, la messe est dite, le mouvement est condamné... et le monde est devenu un peu plus bête encore, dans

3 De nombreux ouvrages d'analyse sociologique sur les Gilets jaunes sont parus en France. En Belgique, un collectif de travail s'est formé avec les auteurs universitaires de cet article, auxquels s'ajoutent Guillaume Petit (UCL et VUB) et Louise Knops (VUB). En outre, qu'ils travaillent dans ou hors des universités, les chercheurs qui ont contribué à l'ensemble de ce dossier s'inscrivent tous dans la même démarche analytique : travailler sur les faits pour dépasser les clichés et les fantasmes.

LA DIMENSION DE LA SOLIDARITÉ ET D'UNE VISION SOCIÉTALE GLOBALE EST IMPORTANTE DANS LE MOUVEMENT.

son refus de comprendre les dynamiques de fond qui le traversent.

Le mouvement des Gilets jaunes peut être analysé comme une réaction

profonde. Une réaction au démantèlement de l'État social de services publics, à la perte salariale historique – depuis trois à quatre décennies – face à l'appropriation démesurée de la richesse collective par les gros actionnaires et les grandes firmes multinationales, à l'Union européenne de l'austérité, à la précarisation – sans cesse plus forte et insidieuse – de l'emploi et des statuts du travail⁴. Il est constitué par les franges de la population les plus durement touchées, qui se révoltaient pour que tous puissent mener une vie digne et disposer de plus de pouvoir politique comme citoyen. La dimension de la solidarité et d'une vision sociétale globale est importante dans le mouvement, comme l'indiquent son hymne et sa phrase-clé « *Pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur* » ainsi que la revendication de différentes formes de référendum regroupées sous l'émblématique demande du « référendum d'initiative citoyenne » ou RIC⁵.

Ce qui a déstabilisé beaucoup d'observateurs, c'est l'alliance politiquement composite que ce mouvement formait, comme si on avait coupé une tranche à travers l'ensemble des classes populaires et des petites classes moyennes, récoltant ainsi toutes les positions politiques pouvant exister dans nos contextes socio-politiques belges et français. Dès lors, si, au début du mouvement, des militants d'extrême droite ont formé quelques groupes de Gilets jaunes ou ont essayé d'infiltrer le mouvement, ils ont

4 C. Gobin, « Gilets jaunes : le retour de la démocratie ? », *Politique*, n° 108, juin 2019, p. 102-110.

5 Pour une explication du RIC, voir C. Egger et R. Magni-Berton, *Le référendum d'initiative citoyenne expliqué à tous*, FYP Editions, coll. « Présence/Questions de société », 2019.

été très vite éjectés, parce que ce mouvement refuse toute infiltration partisane et qu'il s'est aussi positionné très majoritairement comme « anti-fachos ».

Malgré l'éviction claire et rapide de ces quelques militants d'extrême droite, nombre d'intellectuels sont restés méfiants devant une telle dynamique, tant il leur semblait improbable de pouvoir réunir volontairement une grande disparité de positionnements, gauche/droite confondues. Cette union composite, il faudra l'expliquer.

BEAUCOUP DE CLICHÉS SUR LA « PAUVRETÉ » CIRCULENT AUSSI DANS LES MÉDIAS DITS D'ACTUALITÉ.

UNE NOTION-CLÉ, « L'APPAUVRISSMENT »

Beaucoup de clichés sur la « pauvreté » circulent aussi dans les médias dits d'actualité. Pour beaucoup de nantis, les « pauvres » seraient un groupe qui mérite à la fois commisération et fermeté, assimilés à des « mineurs » peu capables de s'organiser et de prendre en charge leur destinée. Dans cette vision paternaliste et inégalitaire, il y aurait toujours eu une certaine frange de « pauvres », dont le nombre bougerait peu, matérialisant le pessimisme philosophique libéral sur l'humain (« *il y aura toujours des gens irresponsables d'eux-mêmes* »).

Notre étude a pour objectif de rappeler que la société humaine est formée par des rapports sociaux et des structures sociales qui ont un impact-clé sur la façon dont chacun peut mener sa vie. Cela signifie que les vagues de réformes structurelles qui ont été et sont appliquées par les pouvoirs politiques depuis 40 ans dans les pays d'Europe occidentale, en suivant une logique néolibérale d'accroissement permanent des profits des grandes entreprises, mènent inévitablement à l'appauvrissement croissant d'un nombre croissant de personnes.

Chaque nouvelle génération souffre d'autant plus que celle qui la précède a déjà souffert et épuisé de

Seuil de pauvreté monétaire

Le seuil de pauvreté monétaire est égal à 60 % du revenu médian du pays. Ce seuil correspond en Belgique à un revenu mensuel net maximal de 1 187 € pour un isolé, ou de 2 493 € pour un ménage de deux adultes avec deux enfants. 16,4 % de la population sont au-dessous de ce seuil en Belgique, contre 14,7 % en France.

Les catégories sociales les plus touchées sont, par ordre décroissant, les chômeurs, les familles monoparentales, les locataires, les personnes à faible niveau de diplôme, les jeunes de 18 à 24 ans et les retraités (sources : StatBel 2018 ; Insee 2018).

Espérance de vie à la naissance en 2018

Belgique : 81,7 ans
France : 82,8 ans
(source : OCDE 2019).

Ratio des personnes de plus de 66 ans à 50 % du revenu médian de la population

Belgique : 0,082
France : 0,034
Allemagne : 0,096
(source : OCDE 2016).

Pourcentage de personnes exposées au risque de la pauvreté ou de l'exclusion¹

Belgique : 20,6 %
France : 18,3 %
(source : Eurostat 2016).

Part des chômeurs en risque de pauvreté (60 % du revenu médian)

Belgique : 45,7 %
France : 38,4 %
Allemagne : 70,8 % !
(source : Eurostat 2016).

Évolution de la part des chômeurs pauvres entre 2006 et 2016

Belgique : + 2,7 %
France : - 11,32 %
Allemagne : + 23,99 % !
(source : Eurostat 2016).

¹ Indicateur recouvrant au moins une de ces trois conditions : seuil de pauvreté monétaire, privation matérielle sévère ou ménage à faible intensité de travail.

plus en plus profondément les possibilités de solidarité intrafamiliale.

Baucoup de Belges issus des classes moyennes supérieures et des classes bourgeoises semblent penser que la Belgique conserve un système de solidarité sociale puissant, qui pourrait être encore « raisonnablement » diminué. Cependant, une comparaison statistique avec la France, sur la base de quelques indicateurs-clés, montre une régression sociale en Belgique qui la pousse plutôt à se comparer à l'Allemagne, un pays qui connaît aujourd'hui – après les réformes Hartz⁶ du début des années 2000 dans les rapports sociaux du travail – une situation terrifiante d'appauvrissement d'une part importante de sa population.

QUI SONT LES GILETS JAUNES EN BELGIQUE ?

Cet article est basé sur une analyse approfondie des catégories et motifs d'appartenance au mouvement des Gilets jaunes, effectuée à partir de la collecte de longs entretiens individuels⁷ (de 2 à 3 heures) auprès de 20 militant·e·s belges des Gilets jaunes.

Ces 20 personnes (12 hommes et 8 femmes) ont été interviewées entre juin et décembre 2019. Elles ont rejoint le mouvement à des moments différents : pour les plus précoces (10 d'entre eux), dès son démarrage, c'est-à-dire à partir de la mi-novembre 2018 ; depuis la première manifestation à Bruxelles le 30 novembre pour 4 d'entre eux, ou depuis la deuxième manifestation le 8 décembre pour 3 autres, et dans le courant

6 Les quatre lois Hartz ont profondément réformé le marché du travail allemand au cours de la décennie 2000. Ces mesures, adoptées par le chancelier social-démocrate Gerhard Schroeder (SPD) entre 2003 et 2005, ont été inspirées par Peter Hartz, ancien directeur des ressources humaines de Volkswagen. Très impopulaires, leur bilan en termes d'emploi, de salaire et de niveau de vie est fortement controversé. Cf. G. Raveaud, « Les lois Hartz ont réduit les salaires... et l'emploi », *Alternatives économiques*, www.alternatives-economiques.fr, 12 mars 2019, consulté le 6 août 2020.

7 Recueillis par C. Gobin et Th. Müller. Par ailleurs, ces données sont complétées par un travail d'observation du mouvement (réunions, actions, assemblées, tracts...) depuis plus d'un an.

du mois de janvier 2019 pour les 3 derniers.

Quel est le profil moyen du groupe ? Un homme ou une femme de 44 ans et demi, plutôt en couple avec enfants (seules 3 personnes n'ont pas d'enfant), salarié·e, disposant en moyenne de 3 580 € comme revenu net du couple ou de 1 550 € de revenu net pour les 8 isolés du groupe. Ce sont très majoritairement des Wallons, à l'image du mouvement lui-même : parmi les membres de l'échantillon, 15 sont wallons, 3 bruxellois francophones, l'un est un bruxellois fla-

UNE COMPARAISON STATISTIQUE AVEC LA FRANCE MONTRE UNE RÉGRESSION SOCIALE EN BELGIQUE.

mand et le dernier un flamand de Flandre. 13 d'entre eux vivent plutôt dans un environnement urbain (soit une grande ville, soit une conurbation liée à une grande ville), 2 habitent une petite ville et 5 (des Wallons uniquement) vivent à la campagne. Ces personnes ont cependant participé à des actions ou des réunions sur tout le territoire, sans distinction régionale.

En approfondissant l'analyse, il apparaît que le groupe se décompose en deux grandes catégories distinctes : d'une part, des personnes vivant ou venant de vivre une situation sociale très difficile (11), et d'autre part des personnes (9) qui sont Gilets jaunes par solidarité, pour soutenir ceux qui sont en difficulté. Ces derniers ne connaissent pas de problèmes particuliers au moment de leur engagement comme Gilet jaune, mais ils ont pu en connaître par le passé.

Dans le groupe des « solidaires », on distingue deux sous-groupes : six d'entre eux sont des militants de gauche et/ou syndicaux, les trois derniers sont de simples citoyens solidaires, en situation relativement confortable, ou juste à la limite de l'inconfort. Sept de ces neuf personnes du groupe des « solidaires » sont celles qui déclarent les revenus les plus élevés.

Dès lors, si on recalcule le niveau de revenu moyen des Gilets jaunes en se concentrant sur le groupe majoritaire (donc sans les « solidaires »), la réalité finan-

cière est plus dure : le revenu moyen est de 1 342 € pour les isolés et de 2 700 € pour les couples (avec 2,3 enfants en moyenne), ce qui nous rapproche du seuil de

pauvreté monétaire et nous montre la plus grande fragilisation de la population des isolés, composée ici d'un ouvrier à mi-temps, d'un étudiant dépendant du revenu d'intégration (RI), d'un ouvrier divorcé avec charge alimentaire de 5 enfants, et de 3 familles monoparentales formées de la mère et d'un à deux enfants.

Quant au cliché du Gilet jaune « fasciste qui s'ignore », une seule des 20 personnes interrogées aborde la question de l'immigration, trouvant problématique la politique actuelle qui met en concurrence les plus fragiles « d'ici et de là-bas », mais refuse tout racisme (cette personne a travaillé dans un centre d'accueil pour réfugiés). Une position discutable, mais qui ne peut en tout cas pas conduire à la caricature, l'invective ou l'insulte vis-à-vis de ces nouveaux militants citoyens.

L'ACCUMULATION DES ACCIDENTS DE PARCOURS

L'entretien portait sur l'explication de chaque parcours de vie, ce qui comprenait le parcours scolaire, professionnel et social.

Le parcours scolaire

Sur les 19 Gilets jaunes qui répondent à la question du parcours scolaire, 6 ont atteint le niveau de l'enseignement supérieur (à noter que les deux seuls universitaires du groupe sont aussi des militants) ; 9 ont atteint le niveau du secondaire supérieur, dont 4 dans le secondaire général et 5 dans le secondaire technique (4 ont une formation d'éducateur) ; 4 n'ont pas dépassé le niveau du secondaire inférieur.

Le parcours de vie

Il est surprenant de découvrir à quel point le parcours de vie global de ce groupe a été atypique,

IL EST SURPRENANT DE DÉCOUVRIR À QUEL POINT LE PARCOURS DE VIE GLOBAL DE CE GROUPE A ÉTÉ ATYPIQUE, CHAHUTÉ, TRAUMATISANT...

chahuté, traumatisant, voire profondément meurtrissant. Seules 4 personnes sur les 20 semblent avoir eu un parcours de vie relativement paisible, et elles proviennent du groupe des « solidaires ».

Pour 3 des militants politiques du groupe, cependant, leur parcours est traversé par un événement qui bouleverse l'existence : pour l'un, la naissance dans les geôles latino-américaines où ses parents étaient prisonniers politiques ; pour les deux autres, le choix de travailler en usine, en décalage avec le diplôme obtenu.

Pour les 13 personnes restantes (6 hommes et 7 femmes), les facteurs de mise en difficulté sociale sont divers et se sont cumulés durant le parcours, avec au moins 4 et au maximum 8 « difficultés » par personne. Le groupe le plus large compte 6 personnes ayant, à un moment ou à un autre, cumulé 4 de ces facteurs : salaire ou revenu insuffisant pour vivre correctement (12), précarité d'emploi (10), grave dépression ou *burn-out* (4), maladie chronique personnelle ou dans la cellule familiale (4), licenciement abusif (4), divorce ou séparation qui se passent mal (3), mère en situation monoparentale sans aide du père (4), accident physique grave avec séquelles (4), abandon des études car les parents ne peuvent ou ne veulent plus y subvenir (4), épuisement par les longs trajets boulot/école/maison (3), famille recomposée (2), grosses difficultés d'apprentissage scolaire (2), enfance très pauvre (2), rejet par les parents (2), harcèlement grave au travail (1), abandon durant la petite enfance et abus sexuel sur une longue durée lors du placement (1), harcèlement scolaire (1), interruption scolaire pour cause de grossesse (1), toxicomanie (1), suivi pour surendettement (1), perte du droit au chômage (1).

Le cumul des « difficultés de parcours »

Quatre facteurs : 6 personnes

Cinq facteurs : 2 personnes

Six facteurs : 2 personnes

Huit facteurs : 3 personnes

Le salaire ou le revenu insuffisant pour vivre dignement est le facteur majeur de cette fragilisation sociale. Il est intéressant de constater que cette situation ne provient pas seulement de la précarité de l'emploi, puisque le niveau de diplôme est aussi un critère majeur dans la détermination du salaire. S'y ajoutent de graves problèmes de santé de long terme pour soi ou des proches, et des licenciements abusifs tardifs dans le parcours, qui peuvent remettre le compteur salarial à un niveau très bas...

Chez les femmes concernées, la monoparentalité conduit clairement à la précarité de l'emploi et à de grandes difficultés salariales. La vie n'est pas facile non plus pour un ouvrier ayant eu plusieurs enfants, divorcé et payant une rente alimentaire.

Le parcours professionnel

Face à ces nombreux accidents de parcours, moins de la moitié des Gilets jaunes interrogés ont (ou ont eu, pour les deux prépensionnés) une situation professionnelle totalement ou relativement stable. Seules 9 personnes en ont bénéficié : 3 fonctionnaires (mais une de celles-ci voit son salaire bloqué, car elle n'a pas un diplôme de l'enseignement supérieur, alors que les 2 autres ont un diplôme de haute école), 2 ex-ouvriers métallurgistes flamands (qui sont restés durant presque toute leur carrière dans la même usine), 3 personnes ayant fait des études supérieures (deux employés, un indépendant) et un chauffeur de poids lourd (qui travaille depuis longtemps dans la même entreprise). Mais pour ce groupe restreint des « emplois stables », la moyenne d'âge est de 52 ans, ce qui est clairement en décalage avec le profil moyen de l'ensemble du groupe (44 ans et demi).

Ceci indique que la situation professionnelle s'est dégradée. Examinons-le en voyant ce qu'il en est de la situation sociale des 9 personnes en-dessous de la quarantaine : une seule a un emploi stable, trois sont en invalidité, une est au chômage et en situation de maladie chronique, deux sont des salariés précaires, l'une est un petit indépendant et la dernière un étudiant dépendant de l'aide sociale. On voit ainsi émerger la réalité d'une dynamique générale d'appauvrissement.

RESSOURCES INÉGALITAIRES

Les travaux de Pierre Bourdieu⁸ sur les ressources dont disposent les personnes selon leur appartenance à une classe sociale déterminée – depuis les classes populaires jusqu'à la petite et grande bourgeoisie – ont démontré qu'un « destin » stable provient de l'accumulation de différentes ressources. Celle-ci ouvre aussi les possibilités d'intensifier ces ressources : monétaires, scolaires, culturelles, de capital social (le réseau social d'entraide), selon le sexe... Bien sûr, nul n'est à l'abri d'un accident grave, mais en dehors des aléas, il y a diverses violences sociales d'exploitation et de domination qui font que certains sont « dépossédés » dès leur naissance, dès leur entrée dans le parcours

scolaire ou dès leur entrée dans, non pas le monde professionnel mais un « marché du travail » de plus en plus concurrentiel, parce qu'ils ne disposent pas du capital social de leurs parents... Ces fragili-

CES FRAGILISATIONS EN ENTRAÎNENT D'AUTRES ET DÉMULTIPLIENT LA DURETÉ DES ACCIDENTS ALÉATOIRES.

sations en entraînent d'autres et démultiplient la dureté des accidents aléatoires.

C'est la conscience claire de ces inégalités de naissance et de parcours social qui a motivé politiquement les luttes pour le développement des services publics et d'une sécurité sociale forte. Lorsque les classes politiques contemporaines cassent l'État social de services publics, elles jettent de nombreuses personnes dans des parcours de vie inhumains.

Il est assez phénoménal de constater qu'un des premiers effets de la mobilisation collective singu-

8 Voir notamment P. Bourdieu, *La Distinction*, Paris, Éditions de Minuit, 1979. Pour une vulgarisation de l'interaction entre les différents types de ressources (ou de capital) chez Bourdieu, voir https://www.rse-magazine.com/Pierre-Bourdieu-et-les-formes-de-Capital_a3583.html.

lière des Gilets jaunes, venant d'individus qui ne se connaissaient absolument pas, a été de constituer des fraternités durables, des réseaux étendus d'entraide et de solidarité. Quand la société n'assume plus ses responsabilités sociales, les « appauvris » refusent l'isolement de « l'indignité » pour recréer de l'humanité.

LE RAPPORT DES GILETS JAUNES À LA POLITIQUE

De façon générale, tous les Gilets jaunes rencontrés se définissent comme des citoyens démocrates luttant pour redonner du sens à la démocratie, laquelle a été vidée de sa substance par le pouvoir des partis. Du fait du système proportionnel et des hiérarchies partisans, ces partis construisent « majorités gouvernementales » et leaderships, souvent en décalage avec le résultat électoral. Cette autonomisation de la participation est vécue comme une rupture volontaire de la classe politique d'avec les simples citoyens, un sentiment renforcé par l'actualité des scandales Nethys et Publifin, dans lesquels les partis francophones « de gouvernement » ont tous été impliqués. Cela explique à la fois la vivacité de la revendication d'une diminution des privilèges salariaux de la classe politique et le fait que tout Gilet jaune se définit d'abord comme étant a-partisan.

La revendication du « référendum d'initiative populaire » correspond à l'espoir de rétablir un contrôle citoyen sur la décision politique. Le faible niveau d'imposition du profit des grandes entreprises et des multinationales est aussi, souvent, mis sur le tapis, ainsi que le niveau des « fraudes fiscales » légales, obtenu grâce à des politiques du style *tax shift*, comparées aux politiques de TVA élevée à laquelle les citoyens, eux, ne peuvent échapper. Ce front des nantis, qui se soutiennent mutuellement pour l'être sans cesse davantage, alimente un profond sentiment de détresse, bien exprimé par un des slogans du mouvement belge : « *They don't care about us* ». La majorité du groupe insiste sur l'insupportabilité quotidienne de la souffrance sociale de la vie avec un salaire trop bas.

Le vécu direct des injustices salariale, sociale, fis-

**REDONNER
DU SENS À LA
DÉMOCRATIE, LAQUELLE
A ÉTÉ VIDÉE DE SA
SUBSTANCE PAR LE
POUVOIR DES PARTIS.**

cale, judiciaire, policière aboutit à vouloir changer de société en profondeur, par l'action des citoyens eux-mêmes, étant donné que les partis

qui ont eu ou ont le pouvoir ont rompu le contrat social à la Rousseau. L'inquiétude à propos de l'avenir possible pour soi et ses enfants, dans un tel maelstrom d'injustices, alimente aussi le développement de consciences de type écologiste (notion « d'injustice climatique »).

Les Gilets jaunes ne peuvent pas être considérés positivement par l'establishment (politique, syndical, médiatique, intellectuel...) car ils incarnent l'échec des politiques menées et des compromis conclus, depuis plusieurs décennies, au niveau socioéconomique et politique. Les Gilets jaunes ont pris acte de ce « désamour », ce qui les conforte davantage dans leur conviction qu'il est nécessaire de changer de fond en comble une société dont les pouvoirs n'ont pas empêché la production de « laissés pour compte » sur une longue période. La fraternité qui les unit – indépendamment, bien entendu, de débats internes qui peuvent être très tendus, vu la diversité des sensibilités politiques – produit ainsi une posture « pré-constituante », où le combat pour refonder la démocratie prime sur le clivage gauche/droite. Un clivage qui, par ailleurs, est de moins en moins assumé par les dirigeants politiques eux-mêmes, si l'on en juge par le type de politiques socioéconomiques qu'ils ont menées... ■